

La Consolidation de la paix au Liban



Empowered lives.
Resilient nations.

Supplément spécial

Publié par le projet " La consolidation de la paix au Liban " du Programme des Nations Unies pour le développement et financé par l'Allemagne à travers la banque allemande de développement KfW, ce supplément est distribué avec les quotidiens an-Nahar dans sa version arabe, et avec le Daily Star et L'Orient-Le Jour dans les versions anglaises et françaises.

Ce numéro regroupe les articles d'un certain nombre d'écrivains, de journalistes et de professionnels des médias, de chercheurs et d'artistes.

Il aborde les sujets relatifs à la paix civile et les répercussions de la crise syrienne au Liban et les relations entre les Libanais et les Syriens, dans des approches de fond loin des discours de haine.

Édition N°22, août 2019



© Illustration de Mona Abi Wardé

- 03 Inclure les femmes renforce la légitimité et la pérennisation de tout processus de paix
- 04 Le rôle des Libanaises dans la consolidation de la paix pendant la guerre civile
- 05 Une partie d'un parcours
- 06 La « Kandaka » libanaise
- 07 Les mères tiennent en mains l'avenir du monde
- 09 Le Plan d'action national sur la prévention de l'extrémisme violent et l'égalité des genres
- 10 Le média est-il toujours le message ? Briser le plafond de verre au Liban
- 11 Histoires de femmes passées des coopératives agricoles à la célébrité
- 12 Des femmes à l'oeuvre pour rétablir le dialogue avec les citoyens
- 13 La consolidation de la paix menée par des femmes syriennes au Liban
- 14 Transformations de femmes en temps de conflit
- 15 Des Palestiniennes actives dans différents domaines
- 16 Partenariat pour la paix à travers l'autonomisation économique des femmes

08

Cinq priorités stratégiques dans le Plan d'action national libanais pour une application de la résolution 1325 de l'ONU



© Illustration de Mona Abi Wardé

Les femmes et l'industrie de la paix

De nombreuses femmes que nous rencontrons chaque jour au Liban ont été en mesure de relever le défi de la consolidation de la paix. Nombre d'entre elles, sinon toutes, ont su maintenir une attitude de résilience et de force en temps de guerre et d'exode.

Ce supplément présente les perspectives nationales et internationales pour mieux comprendre le travail des femmes dans la consolidation de la paix au Liban, leurs missions, leurs luttes, leurs sacrifices, leurs espoirs et leurs aspirations. Il présente également, à travers la vie de femmes libanaises, syriennes et palestiniennes architectes de la paix résidant au Liban, toutes les raisons pour lesquelles les femmes doivent jouer un rôle dans la décision de leur propre avenir et construire une meilleure paix.

En tant que militantes et actrices de la paix, réfugiées, chargées du ménage et leaders communautaires, les femmes de ce supplément partagent leurs expériences et les enseignements tirés de leur travail dans le domaine de la consolidation de la paix au Liban.

Ce supplément, financé par l'Allemagne via la Banque de Développement Allemande KfW, témoigne également de l'engagement et du soutien sans faille de l'Allemagne à la mise en œuvre au Liban et dans la région de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies. Adoptée en 2000, cette résolution reconnaissait l'impact des conflits sur les femmes ainsi que leur contribution à la paix, à la sécurité, à la prévention des conflits et au redressement. Ces sujets doivent constamment être abordés et discutés au Liban, d'autant plus que, selon le Global Gender Gap Report publié en 2018 par le Forum économique mondial, le Liban se classe 140ème sur 149 devant l'Arabie saoudite, l'Iran, la Syrie, l'Irak et le Yémen dans la région.

Dans ce contexte, le gouvernement allemand et la Banque Allemande de Développement KfW, ainsi que leurs partenaires, s'emploient également à soutenir les femmes au Liban en renforçant leur participation politique et en sensibilisant l'opinion sur le rôle important des femmes en tant que dirigeantes dans certaines collectivités du Liban. Promouvoir la participation économique et lutter contre la violence sexiste sont également au cœur de la mission de l'ambassade d'Allemagne au Liban. Et tout en nous concentrant sur les femmes en tant que leaders dans la société, nous ne pouvons jamais oublier le rôle important que jouent les hommes en tant qu'agents de changement.

Lorsque les femmes sont engagées dans les domaines politique et de la sécurité, ainsi que dans les processus de médiation, de paix et de négociation, la paix et la sécurité sont renforcées. C'est ce que reflète le supplément que vous avez entre les mains.

Bonne lecture.

Sascha Stadtler
Directeur, Banque Allemande de Développement KfW, Liban

Les femmes arabes, flambeau de la paix

Alors que le monde arabe continue de faire face à la crise, notre supplément se concentre sur les nombreuses actions que les femmes entreprennent chaque jour au Liban, en vue de contribuer à leur propre niveau à baliser les chemins de la paix et participer à sa consolidation, ainsi qu'au règlement des conflits.

Les récits de ce supplément mettent donc en lumière les nombreuses Libanaises, Palestiniennes et Syriennes qui se présentent comme autant de flambeau de la paix à travers le Liban et remettent en question les rôles traditionnels qu'on attend des femmes. Elles nous rappellent l'importance de renforcer la représentation féminine dans la conscience collective et de documenter leur contribution déterminante au changement social.

Plus particulièrement, le récit des efforts de consolidation de la paix des Libanaises pendant et après la guerre civile peut servir d'exemple à d'autres pays en guerre. Les équilibres que les femmes syriennes s'efforcent de réaliser dans l'éducation de leurs enfants peut constituer un modèle de médiation dans les conflits au sein de toutes les communautés de réfugiés à travers le monde entier. Enfin, la présentation de l'engagement de dirigeantes palestiniennes dans leurs collectivités met en évidence l'impact de l'éducation et des arts sur la construction de la paix. Tous ces flambeaux de la paix devraient partout servir d'inspiration.

Céline Moyroud
Représentant Résident du Programme des Nations Unies pour le Développement

Relever le défi

Il est bien curieux de constater que lorsqu'on aborde un sujet quelconque en rapport avec la condition féminine, il existe encore au Liban en ce début du XXIe siècle des hommes qui se croient obligés d'esquisser un sourire narquois, insinuant qu'il existe des questions plus importantes à traiter. Réflexe un tantinet machiste, résidu d'une tenace tradition orientale consistant à confiner la femme dans son rôle de mère et d'épouse au foyer, aimante et résignée.

Certes, cette attitude ne s'affiche plus de façon aussi grossière et ostentatoire qu'elle le fut au temps du système patriarcal absolu, l'époque où le père, l'époux ou le frère décidait de tout et exigeait obéissance et soumission de tous les membres de la famille. La réticence de certains hommes face à l'émancipation de la femme se manifeste de façon plus sournoise, tel qu'obliger la future épouse d'abandonner toute vie professionnelle pour se consacrer au foyer ; proposer à la candidate à l'embauche dans une entreprise un salaire plus bas pour un travail égal à celui de ses collègues masculins ; accepter du bout des lèvres la parité dans les responsabilités administratives ou politiques, pour ensuite jouer sur les chiffres et vider le

concept de son contenu...

Pourtant, il est facile de constater qu'aujourd'hui avec le développement de l'éducation, notamment dans les grandes villes, la Libanaise est de plus en plus représentée dans la vie professionnelle, jusqu'aux échelons supérieurs dans les sociétés, les universités et les professions libérales. Nombreuses sont celles qui ont acquis leur autonomie financière et, de ce fait, n'ont plus besoin de s'accrocher aux basques d'un père ou d'un mari pour prendre leur place dans la société.

Pour autant, il serait injuste de faire porter seulement aux hommes la responsabilité de la lenteur dans l'acquisition de leurs droits par les femmes. Certaines d'entre elles se complaisent même dans leur situation, excluant d'avance toute contestation de « l'autorité » patriarcale. C'est à ces dernières surtout qu'il revient de relever le défi de s'affranchir de la tutelle masculine. Tout en douceur et humanité certes, mais avec une bonne dose de fermeté.

Gaby Nasr
Directeur des éditions spéciales du quotidien L'Orient-Le Jour

Les femmes sont le fondement de la construction de la paix

La responsabilité des femmes en période d'adversité et de guerres est peut-être plus grave que durant les beaux jours. Les défis deviennent plus grands. Difficultés quotidiennes de la vie, insécurité, contraintes éducatives... autant de tourments dont les conséquences pèsent sans doute davantage sur la mère et la sœur aînée que sur les hommes, qui maîtrisent les arts de la guerre et sont réticents face aux efforts de paix, car ceux-ci portent atteinte à leur pouvoir et à leur virilité orientale empreinte de violence et de force. Dans ce cas, prêter attention aux femmes devient un devoir urgent, avant même de satisfaire les besoins vitaux en nourriture et en vêtements, car toute confusion ou perte qui atteint la mère risque de métamorphoser l'ensemble de la famille et pousser les enfants dans le tourbillon du vol, du crime, du terrorisme, du combat et de la mort.

Cette situation crée des guerres continues et des guerres qui se succèdent. D'où la nécessité et l'urgence d'affecter

les femmes aux soins et au suivi, en particulier dans les camps de réfugiés, où les événements peuvent se précipiter jusqu'au chaos et où les moyens de contrôle sont limités. Dans certains pays arabes, la mère n'est qu'un outil de procréation, et si l'idée inverse ne se développe pas avec un effort ardu, notre monde arabe restera à la traîne.

Il serait apprécié que nous puissions concrétiser certains propos du chef du gouvernement Saad Hariri et qu'une femme accède un jour au poste de Premier ministre. Probablement qu'une femme occupant un poste avancé obtiendrait ce que les hommes n'ont pas réussi à obtenir, car l'expérience en elle-même est une bonne preuve et nous n'avons rien à perdre dans cette expérience, car nous avons atteint le maximum de pertes.

Ghassan Hajjar
Rédacteur en chef du quotidien an-Nahar

Inclure les femmes renforce la légitimité et la pérennisation de tout processus de paix

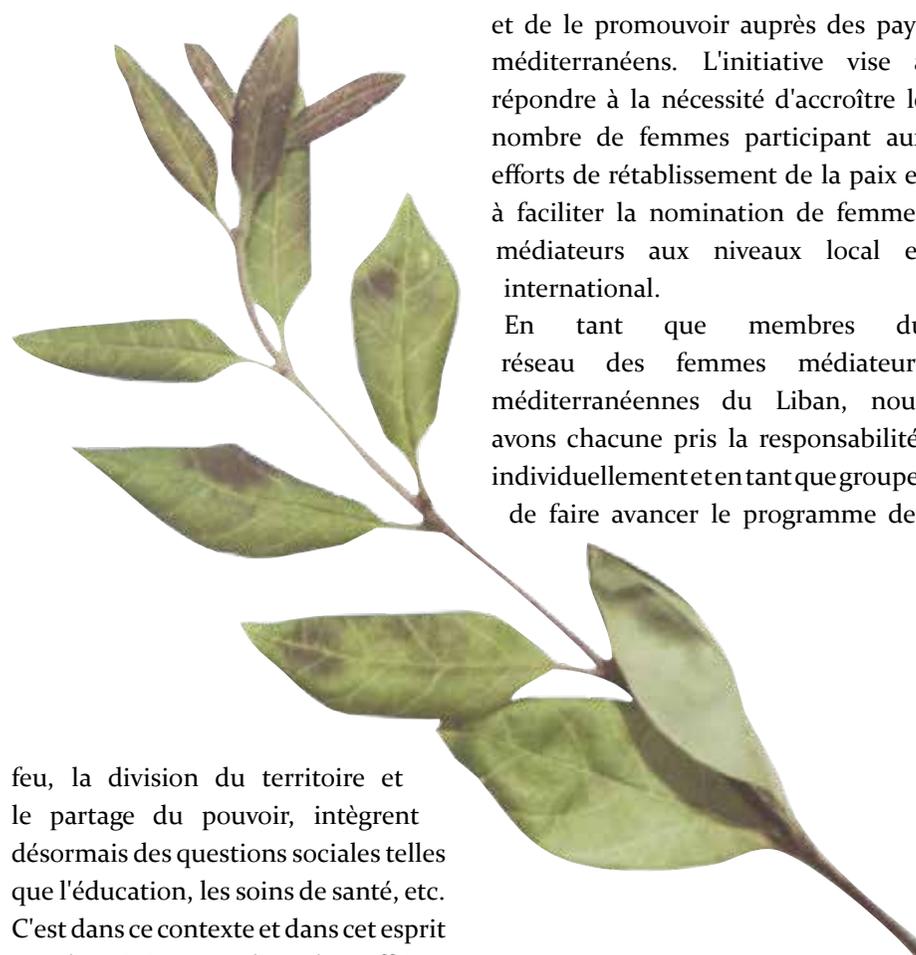
Léa Baroudi*
Johanna Hawari-Bourjeily**
Justine Abi Saad***
Karma Ekmekji****

Les gouvernements, les organisations de la société civile et les institutions multilatérales du monde entier se préparent à marquer le vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Pékin, le vingtième anniversaire de la résolution 1325 du Conseil de sécurité, une résolution historique concernant les femmes, la paix et la sécurité, et un jalon quinquennal vers la réalisation des objectifs du développement durable de l'Agenda 2030.

2020 sera une année cruciale pour faire avancer l'agenda des femmes en matière de médiation, de résolution de conflit, de maintien de la paix et de la sécurité. Ce sera également l'opportunité de sonner l'alarme et les tocsins à travers le monde, et en particulier dans notre région, pour dire que les femmes restent sous-représentées dans ce domaine et que leurs opinions ne sont toujours pas entendues.

« Les femmes ne sont pas de simples observatrices de conflits », affirme Leymah Gbowee, lauréate du prix Nobel, responsable de la promotion de la paix au Libéria et à la tête d'un mouvement non-violent pour la paix qui avait permis de mettre fin à la seconde guerre civile au Libéria. « Pourquoi devraient-elles alors être les observatrices de leurs solutions ? ». Une somme importante de recherches universitaires montre qu'inclure les femmes dans les processus de résolution des conflits renforce la légitimité et la consolidation de tout processus de paix et que l'inclusion et la durée vont de pair. Quand les femmes participent à l'élaboration des processus de paix, il y a une augmentation de 20 % de la probabilité d'un accord sur au moins deux ans, et de 35 % de la probabilité d'un accord sur au moins quinze ans ! Alors que lorsque les processus de paix ne comprennent pas de femmes, l'accord s'effondrerait en cinq ans.

En outre, des études publiées par l'Institut international de la paix indiquent que les processus de paix qui évoluaient traditionnellement autour de questions telles que le cessez-le-



feu, la division du territoire et le partage du pouvoir, intègrent désormais des questions sociales telles que l'éducation, les soins de santé, etc. C'est dans ce contexte et dans cet esprit que le ministère italien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale a lancé en 2017 le Réseau méditerranéen de femmes médiateurs et continue de le soutenir

et de le promouvoir auprès des pays méditerranéens. L'initiative vise à répondre à la nécessité d'accroître le nombre de femmes participant aux efforts de rétablissement de la paix et à faciliter la nomination de femmes médiateurs aux niveaux local et international.

En tant que membres du réseau des femmes médiateurs méditerranéennes du Liban, nous avons chacune pris la responsabilité, individuellement et en tant que groupe, de faire avancer le programme des

femmes dans la paix et la sécurité dans nos domaines d'activités respectifs et ce aux niveaux collectif, national et international.

Nous partageons et œuvrons pour promouvoir nos valeurs communes de tolérance, de défense des droits des femmes et leur inclusion dans les processus de paix et de sécurité. Nous pensons que c'est uniquement en donnant l'exemple que nous pourrions obtenir un soutien politique et social suffisant, de la part des hommes, avant les femmes, afin que de plus en plus de femmes participent aux efforts de consolidation de la paix au niveau local, national et transfrontalier.

En parcourant les pages de ce supplément du PNUD intitulé « La consolidation de la paix au Liban », vous vous familiariserez avec l'incroyable travail accompli par différentes parties prenantes au Liban pour faire progresser le programme relatif aux femmes, à la paix et à la sécurité. Ces efforts sont stimulants et devraient servir de tremplin aux jeunes filles et aux femmes pour qu'elles croient que le changement peut être instauré si nous cessons d'être spectatrices et commençons à jouer un rôle actif dans le domaine de la paix et de la sécurité.

En tant que membres du réseau des femmes médiateurs méditerranéennes du Liban, nous avons chacune pris la responsabilité, individuellement et en tant que groupe, de faire avancer le programme des femmes dans la paix et la sécurité dans nos domaines d'activités respectifs, et ce aux niveaux collectif, national et international

* Fondatrice et directrice de March, femme médiateur certifiée

** Fondatrice et directrice du Centre Professionnel de Médiation - USJ / Fondatrice et Présidente de Médiateurs sans Frontières Liban.

*** Praticienne de la transformation des conflits et de la consolidation de la paix, femme médiateur et formatrice ; manager de programmes – Civil Peace Service Program – GIZ

**** Conseillère en relations internationales auprès du président du Conseil des ministres, Saad Hariri ; fondatrice de Diplomwomen

Le rôle des Libanaises dans la consolidation de la paix pendant la guerre civile

Myriam Sfeir*

« Notre fille Jana a été tuée dans les escaliers de notre immeuble (...) Trois semaines après son décès, une réunion préparatoire à une manifestation pour handicapés était prévue. J'y assistais. Je n'oserais pas dire que nous avons arrêté la guerre ; mais même si nous n'étions qu'une minorité, nous avons aidé à la surmonter ». Malgré son drame, Laure Moghaizel fut l'un des piliers du mouvement de consolidation de la paix.



© Illustration de Mona Abi Wardé

En avril 2020, on commémorera le 45^e souvenir du déclenchement de la guerre civile libanaise, l'une des guerres les plus longues et les plus dévastatrices du XX^e siècle. Une guerre qui nous a gravement marqués physiquement et émotionnellement, compte tenu de sa brutalité et de son absurdité.

Dans cette guerre dévastatrice, les femmes se sont révélées être de véritables héroïnes, contraintes qu'elles furent d'assumer de nouveaux rôles au sein de la famille, de la communauté et de la sphère publique. On les vit avec constance engagées à réparer et recoudre le fragile tissu social déchiqueté et déchiré par les massacres, les viols, les francs-tireurs, les voitures piégées, les bombardements et les déplacements forcés. En l'absence des hommes – partis se battre, détenus, déplacés, disparus ou morts – les femmes devenaient, entre autres, chefs de famille, pourvoyeurs, infirmières, ravitailleurs, négociateurs et faiseurs de paix, pour ne citer que quelques-unes de ces fonctions de suppléance.

Les Libanaises ont résolument tenté de maîtriser la folie des armes, en participant à des mouvements pacifistes et non-violents tels que des marches, des grèves de la faim, des sit-in, des travaux humanitaires, des efforts de réconciliation et des réunions de prière. Elles se sont portées volontaires et ont travaillé dans des organisations nationales et internationales, organisant des camps de vacances pour enfants au Liban et à l'étranger, aidant à collecter des fonds pour les handicapés et les blessés graves, et les envoyant se faire soigner à l'étranger. Elles ont coordonné les actions de secours en faveur des réfugiés et des familles déplacées, en fournissant des rations alimentaires, des couvertures, des vêtements, des soins médicaux et des abris.

Les femmes du Liban, individuellement ou collectivement, ont joué un rôle majeur dans le maintien d'un semblant de normalité, méritant ainsi le titre de « sauveurs du tissu social libanais ». Tout au long de la période de guerre, elles tentèrent d'en amortir les effets, s'efforçant de défier les lignes de démarcation, combler les fossés et effacer les divisions dans un pays ravagé par un sectarisme socialement dévastateur. Elles ont négocié la paix dans

leurs communautés, elles ont été les intermédiaires qui ont protégé leurs hommes et leurs familles en essayant de raisonner les miliciens dans la rue et les factions en guerre, afin de soutenir la poursuite d'un dialogue constructif.

Imane Khalifé fut l'une de ces héroïnes de l'ombre qui, du jour au lendemain, s'est transformée de citoyenne ordinaire en activiste pacifiste quand, autour de la dixième commémoration de la guerre, elle appela à une marche sur le thème : « Pensez-vous que les gens ont besoin d'un permis de révolte ? ».

Finalement, la marche qu'elle s'était efforcée d'organiser n'eut pas lieu, en raison des bombardements intensifs qu'échangèrent ce jour-là les factions belligérantes. Toutefois, son appel déclencha des manifestations à Paris, Londres et New York et son activisme lui valut le prix « Right to Livelihood », encore appelé « Prix Nobel Alternatif de la Paix ».

Nehmat Kanaan, alors directrice générale du ministère des Affaires sociales, infatigablement attachée à ses obligations humanitaires, s'exprima courageusement contre les barricades et les cloisonnements imposés par les milices. « Je n'ai jamais toléré que du mal soit dit par une partie quelconque contre l'autre, disait-elle. J'ai toujours défendu les musulmans quand on se plaignait d'eux à Beyrouth-Est et défendu les chrétiens lorsque le contraire se produisait à Beyrouth-Ouest ».

La guerre poussa également à la résistance de nombreuses femmes de lettres libanaises, qui exprimèrent ainsi leur horreur de la guerre. Émilie Nasrallah, Hanane el-Cheikh, Etel Adnan, Evelynne Accad et Jean Makdissi figurent parmi les nombreuses écrivaines qui, parlant d'expérience, transcendent leurs souffrances quotidiennes en témoignages émouvants de la capacité de l'humanité à renaître par la compassion, malgré toutes les dégradations. Dans un appel demeuré célèbre transmis par la radio d'une milice, Wadad Halawani appela tous les Libanais qui avaient vent d'une personne manquante à participer à une marche devant la mosquée Abdel Nasser, pour réclamer l'appui du gouvernement à leurs parents et amis disparus. C'est grâce à elle que le « Comité des familles des personnes

enlevées ou disparues » vit le jour – sa marche fut l'une des premières où des femmes descendaient dans la rue pour protester contre la guerre.

Malgré tous leurs efforts, bien que les activistes des mouvements pacifistes au cours de la guerre aient été en majorité des femmes, et malgré l'accroissement de leurs nombre au sein des syndicats et des partis politiques, les femmes furent marginalisées lors des négociations de paix et des efforts de reconstruction de l'après-guerre. Leur absence des tables de négociation et leur confinement à la sphère privée, indiquent que les structures patriarcales peuvent resurgir quand l'ordre est rétabli. En définitive, la guerre au Liban est peut-être considérée comme une guerre sans vainqueurs, mais les femmes en furent les grandes perdantes.

* Directrice de l'Institut arabe pour les femmes à l'Université libano-américaine de Beyrouth

Références de la version anglaise

- Aboul-Hosn, Z. (2015, April). Where were the women? Retrieved from <https://www.alaraby.co.uk/english/features/2015/4/14/where-were-the-women>.
- «A Silent Protest: Lebanese Women sit in». (1983, November), *Al Raida*, VI(26), 14.
- Bexley, J., Bennett, O., & Warnock, K. (1995). *Arms to fight, arms to protect: Women speak out about conflict*. London: Panos.
- Cooke, M. (2000). *Women and the war story*. Boulder, Colo: Net Library, Inc.
- Cooke, M. (1987). *Women write war: The centring of the Beirut decentrists*. Oxford: Centre for Lebanese Studies.
- Halawani, W. (2019, January). *Lebanon's war memory*. *Legal Agenda*. Retrieved from <http://legal-agenda.com/en/article.php?id=5226>
- Karame, K. (2012). «Women's participation in political decision-making and recovery processes in post-conflict Lebanon», *Defying Victimhood: Women and Post-conflict Peacebuilding*. New York: United Nations.
- «Living with the Shadows of the Past: The Impact of Disappearance on Wives of the Missing in Lebanon». (2015, March). Beirut: Institute for Women's Studies in the Arab World, UN Women, the International Center for Transitional Justice.
- Moghaizel, L. (1990, August). «Participation of women in politics during the war (Lebanon)», *Al Raida*, IX(50), 3.
- Nauphal, N., ILO Action Programme on Skills and Entrepreneurship Training for Countries Emerging from Armed Conflict, & International Labour Office. (1997). *Post-war Lebanon: Women and other war-affected groups*. Geneva: Training Policies and Systems Branch, International Labour Office.
- Samara, M. (2016, September). «Lebanese Women Witness to War», *Al Raida*, 42, 9-11.
- Stephan, R. (2014, November). «Four waves of Lebanese feminism», *E-International Relations Journal*. Retrieved from <https://www.e-ir.info/2014/11/07/four-waves-of-lebanese-feminism/>
- Stephan, Wafa. (2016, September). «Women and War in Lebanon», *Al-Raida*, 30, 2-3.
- Valentine, M. (2007). *From patriarchy to empowerment: Women's participation, movements, and rights in the Middle East, North Africa, and South Asia*. United States: Syracuse University Press.
- Ward, A. (2009, January). *Women of the Lebanese mountains: A fight for edification*. *Women's Studies International Forum*, 32(5), 388-394.

Une partie d'un parcours

Salwa Saad*

La naissance d'une fille est différemment accueillie dans mon pays que celle d'un garçon. Je n'ai jamais accepté cette réalité et j'ai toujours refusé de composer avec elle. Ce refus précoce de cette discrimination a dicté mon parcours. D'autant que mon pays natal et lieu de résidence, le Liban, est passé tout au long de ma vie par un grand nombre de conflits, pour la plupart violents. Ils ont été couronnés par une guerre civile qui a duré 15 ans et dont les effets continuent d'annoncer une réédition de ce pénible épisode, en dépit des destructions et des maux et douleurs qu'il a engendrés.

La volonté de m'affirmer et la capacité de me distinguer ont marqué mes choix. J'étais une élève studieuse à l'école du village, pour prouver à mes parents que je n'étais pas moins douée que mon frère, qui lui avait été inscrit dans une école privée. J'ai achevé mes études scolaires dans une école secondaire publique dans une région riche de diversité. Nous nous battions à cette époque pour assurer une bonne formation scolaire aux enfants nés de parents pauvres, ainsi que pour la création de facultés spécialisées au sein de l'Université libanaise. J'étais une adepte farouche de la cause palestinienne. Puis la guerre a commencé et il y a eu désormais « eux » et « nous ». « Cette guerre nous a été imposée ». C'est ce qu'ils nous ont dit et c'est ce qu'ils leur ont dit. Cela a été effectivement dit et nous en avons été convaincus. La bataille est devenue une guerre existentielle. « L'autre » est devenu un ennemi qu'il est permis de tuer et d'éliminer. Je ne suis pas de nature passive. Je me suis donc engagée dans la guerre. Je l'ai vécue comme une combattante convaincue de la nécessité de combattre pour ma cause « juste ». J'ai ensuite déposé les armes pour devenir une militante civile, après la naissance de ma fille. Elle m'a fait découvrir la peur, dès son premier souffle. Pendant la guerre, la violence règne en maître. L'autoritarisme, la tyrannie aussi, alors que la paix, dans son sens large, liée à plusieurs concepts comme la stabilité et la sécurité, recule. Mais en même temps, elle trouve d'autres formes pour exister, notamment dans les petites choses de la vie. Dans la solidarité entre nous, dans l'aide que nous apportions à ceux qui en avaient besoin, comme les déplacés, par exemple. Dans un tel contexte, la femme jette derrière elle des concepts qui sont devenus lourds et encombrants, alors que tout autour d'elle était en train d'être détruit. En dépit des bombardements, des tueries, des destructions et de la mort inutile, la guerre n'a pas pu vaincre le besoin naturel des gens de vivre pacifiquement même pour des périodes intermittentes. Je n'ai jamais aimé le port des armes, mais je l'ai fait pour être l'égale des hommes et j'ai ainsi milité pour le droit des femmes à prendre une telle décision. À cause de cela, j'ai perdu de nombreux amis et proches. J'ai travaillé à de nombreux postes et dans plusieurs domaines. J'ai coupé les cheveux des camarades au front, je leur ai achetés des vêtements et j'ai écouté Jamal, un des martyrs, avant son départ forcé. L'ironie du sort a voulu qu'il rêvait de manger de la moujaddara avec sa mère... J'ai même volé la voiture de mon père pour pouvoir transporter les nombreux blessés, un jour d'invasion... Je n'ai pleuré personne comme

je l'ai fait pour Kamal Joublatt. J'ai pleuré un rêve détruit... et les défaites se sont succédé. Pendant « la lune de miel » après mon mariage, je me faufilais en secret dans mon domicile conjugal, pour que les voisins ne remarquent pas l'absence de mon conjoint, retenu par une mission « plus noble ». Lorsqu'il rentrait à la maison, nous passions la nuit dans la peur de la séparation du lendemain. « La cause » était pour nous la plus importante, car « les grandes causes » sont le bois qui fait le feu, c'est-à-dire la guerre. L'individualité passe alors au second plan et n'est plus qu'un décor ou une scène pour les victoires ou les défaites de ces mêmes causes. Ma fille est née en 1983 et je suis alors revenue à mon rôle « naturel » à la maison. Je suis devenue mère et j'ai basculé dans le civil, commençant ainsi une nouvelle étape. Je n'oublierai jamais ce jour où j'ai erré dans les rues comme une âme en peine, parce que mon voisin l'épicier qui me vendait les marchandises à crédit, n'avait pas de lait pour que je le donne à ma fille. Je me sentais alors encerclée par la chute de la livre libanaise sur le marché de change, incapable de subvenir à nos besoins. Beyrouth aussi était envahie par les explosions qui visaient tel ou tel autre quartier. Les enfants jouaient dans l'entrée de l'immeuble, dès que survenait une accalmie relative. Je me souviens de la grille de l'immeuble comme des barreaux d'une prison. En temps de guerre comme en temps de paix, les gens de mon pays ne sont pas égaux, qu'ils soient hommes ou femmes. Celui qui exerce un pouvoir bénéficie de privilèges qui l'éloignent du quotidien des autres. Ceux-ci ne deviennent alors que des chiffres, des sujets ou des personnes marginalisées. En temps de guerre, les hommes sont supérieurs aux femmes, en raison sans doute de leur force physique et de leur plus grande tendance à la violence et à l'autoritarisme. Peut-être aussi parce que la nature a donné à la femme la bénédiction de la maternité... Je ne sais pas ! C'est pourquoi les hommes, surtout ceux d'entre eux qui sont vaincus, sont les plus fragiles après la guerre... Les femmes n'ont alors d'autre choix que celui de porter le lourd poids de la reconstruction et du nettoyage des souillures qui se sont incrustées dans un semblant d'État qui a démissionné de ses fonctions. Les enfants ont grandi et mené leurs vies. Le temps a passé et l'heure est venue de faire les bilans. Les questions ont commencé à pleuvoir. Je me suis demandée à plusieurs reprises : qu'avons-nous récolté de cette guerre ? Y avait-il réellement une « grande cause noble » qui justifiait toutes les destructions de notre pays, de notre peuple et de l'avenir de nos enfants ? De quoi avions-nous

peur et de quoi eux, avaient-ils peur ?

Lorsque j'ai rencontré ceux que je voulais isoler et qui voulaient m'éliminer, nous avons tous découvert combien nous ne nous connaissions pas. Nous nous battions des deux côtés pour cacher nos peurs. Ce n'était donc pas facile d'arracher cette méfiance et de se rapprocher de « l'ennemi ». Le début de ce chemin est semé de doutes à cause de ce que nous avons appris et retenu. Ce n'était pas facile de se débarrasser de nos peurs en nettoyant notre intérieur de tout ce qui s'y était incrusté, en matière de haine de l'autre qui est différent et de volonté de l'éliminer. Il fallait donc commencer par surmonter les peurs pour arriver à travailler ensemble dans le but d'éviter une réédition de la guerre...

Après de nombreuses hésitations, la rencontre a finalement eu lieu avec « les combattants pour la paix ». Il s'agit d'un groupe d'anciens miliciens et activistes de la société civile, appartenant à tous les bords, qui se sont entendus pour jeter les fondements d'une nouvelle culture qui respecte la diversité et qui privilégie la paix sur la guerre, le dialogue sur les affrontements et l'amour sur la haine. Ce groupe est convaincu qu'il n'y a pas de vainqueur dans une guerre civile. Tous sont perdants. Cette conviction s'est forgée dans le sang et les remords.

L'un d'eux a confié : « Le monde est devenu un lieu dangereux pour y vivre. Non pas parce qu'il regorge de méchants, mais plutôt parce que les autres ne font rien pour combattre ce fait ».

C'est pour cette raison que je suis aujourd'hui une combattante pour la paix.

Nous ne serons jamais identiques, ni dans la couleur, ni dans le sexe, ni dans l'appartenance religieuse, politique ou simplement affective. Les fleurs dans les champs se distinguent par leurs formes et leurs couleurs différentes. C'est pourquoi d'ailleurs nous avons toujours hâte que le printemps arrive... Même l'automne est beau dans son dénuement qui donne un nouvel aspect aux arbres et leur offre de nouvelles options. Toutes les créatures ont été créées différentes dans ce monde. Dans leurs genres, leurs approches et leurs modes de vie. Traitons ensemble selon les règles de la nature. Écoutons sa grandeur faite de diversité et... protégeons-la.

* Militante pour la paix

La « Kandaka » libanaise

Manar Zeaïter*

Ala' Saleh est l'icône de la révolution soudanaise, également nommée « Kandaka » du fait qu'elle représente les courageuses Soudanaises qui ont participé au soulèvement contre l'injustice et en faveur de la démocratie. Le nom de Ala' restera gravé dans les mémoires comme un symbole qui dépasse les frontières du Soudan. Cette icône concentre en elle le parcours de milliers de « kandakas » rebelles, militantes, grévistes de la faim, ou encore détenues. Des femmes venues de partout, engagées dans une même marche contre l'injustice, manifestant dans les rues pour revendiquer le droit à la dignité et à la paix. Mais en fin de compte, l'histoire ne leur a pas rendu justice et a occulté le rôle qu'elles ont joué dans l'édification de la paix.

Les conclusions que l'on peut tirer de l'expérience soudanaise s'appliquent au cas libanais à différentes époques, et au rôle qu'y a joué la femme libanaise à travers son action militante.

L'activisme des femmes a commencé avec la création de l'entité libanaise dans son acception politique, soit entre la proclamation de l'indépendance et l'éclatement de la guerre civile au milieu des années 70 : durant cette période, les femmes ont participé aux actions de libération nationale.

Après cela est survenue la crise ouverte, de 1975 à la date d'adoption de l'accord de Taëf : les femmes n'ont participé ni à l'élaboration de ce texte ni aux tentatives ultérieures de l'appliquer. Durant les années de guerre, beaucoup de femmes ont porté les armes et se sont impliquées dans les combats internes, alors que d'autres ont préféré adopter une approche opposée, en jouant un rôle dans la préservation de ce qui restait du tissu social libanais. D'autres encore ont assumé seules des responsabilités familiales en l'absence des hommes, occupés au combat, décédés ou disparus. Sans compter les femmes qui ont participé à la résistance contre l'occupation israélienne.

Après que la guerre eut épuisé tous les belligérants, le nouveau pacte national connu sous le nom de Document d'entente nationale (accord de Taëf) a installé une nouvelle ère fondée sur un système politique obéissant à la logique du « ni vainqueur ni vaincu », qui a mis un terme à la guerre sans vraiment instaurer la paix et la stabilité jusqu'à ce jour. Une formule à laquelle n'ont pas contribué les femmes qui avaient participé à la guerre ou qui en étaient imprégnées. Dans la période de l'après-Taëf, le pays a connu de nombreux tournants politiques, sécuritaires et militaires, notamment l'assassinat du Premier ministre libanais Rafic Hariri, les manifestations géantes, le retrait des troupes syriennes du Liban, la division des Libanais en deux nouveaux camps, ainsi que d'autres assassinats et incidents

sécuritaires qui ont culminé le 7 mai 2008. Le compromis de Doha a permis d'éviter une nouvelle guerre, mais c'était un compromis temporaire qui n'a pas traité le fond de la crise dont souffre le système libanais. Une fois de plus, les femmes n'ont pas participé à son élaboration.

Depuis 2005, la scène politique s'est transformée dans le pays, sur fond de guerres régionales qui ont élevé encore plus les murs qui séparent les Libanais, une situation marquée par des étapes internes importantes, comme la campagne en faveur de l'abolition du système politique confessionnel en 2011, ou encore le mouvement populaire de 2015 provoqué par la crise des déchets, qui se perpétue jusqu'à ce jour, marquée par les tensions politiques et la stabilité précaire des institutions constitutionnelles. Dans cette voie vers la stabilité, les femmes ont fait preuve d'une présence timide dans la participation aux manifestations, la mobilisation médiatique, l'action légale et sociale, et l'activité politique via les partis.

L'absence des femmes sur la scène politique libanaise durant les conflits armés, les étapes qui ont suivi ou encore les périodes de stabilité précaire, est due à des causes qu'il n'est pas aisé de résumer.

De manière générale, la Constitution libanaise a dessiné les contours de la scène politique précaire d'une entité bâtarde qui a favorisé l'enracinement de l'identité confessionnelle qui divise, aux dépens de l'identité nationale qui rassemble. Cela s'est reflété dans les différents cercles politiques – partis, syndicats, mouvements sociaux – qui ont adopté une logique de mobilisation fondée sur le confessionnalisme, peu encline aux pratiques démocratiques saines. Cette réalité a défavorisé la participation des femmes dans la vie politique et a limité leur rôle dans l'édification d'une entité démocratique et dans la contribution à une paix durable.

Il faut souligner également l'interaction entre les espaces publics et privés : les femmes, en effet, continuent d'assumer

la principale responsabilité dans l'éducation des enfants et dans les tâches ménagères. La répartition des rôles entre les deux sexes a placé les hommes et les femmes dans une situation inégalitaire qui s'est reflétée négativement sur le rôle de la femme dans la vie publique, que ce soit au sein de l'administration publique ou dans les différents cercles politiques. A tous ces niveaux, la spécificité de la situation des femmes a servi de prétexte pour justifier l'absence de mesures visant à renforcer leur rôle dans la vie publique.

En somme, l'État libanais n'a jamais manifesté une réelle volonté de développer la participation politique des femmes dans le processus de consolidation de la paix, ni n'a concrétisé ses engagements internationaux en faveur d'un plus grand rôle féminin dans le processus de reconstruction après les conflits, ni n'a adopté une démarche différenciée qui puisse répondre aux besoins spécifiques des hommes et des femmes dans les domaines de la sécurité et de la consolidation de la paix.

Dans le monde arabe d'aujourd'hui, il existe de nombreux exemples de femmes actives dans les processus d'édification de la paix dans leurs pays, à l'instar des militantes de Libye, du Yémen, du Soudan, de Tunisie et de Syrie. Celles-ci participent aux dialogues nationaux et aux négociations de paix en vue d'une étape de transition équitable.

La question est de savoir quand une « Kandaka » libanaise pourra imposer son rôle dans le processus d'édification d'un État laïc, démocratique et moderne. Un État d'égalité de protection contre toutes les formes de violences dont sont victimes les femmes et les filles, que ce soit dans l'espace privé ou public. Or cet État n'a toujours pas reconnu l'importance du rôle joué par ses citoyennes ni n'a retenu leurs expériences positives, et continue de scander un hymne national où seul l'homme est cité.

* Avocate et chercheuse en droits humains



Les mères tiennent en mains l'avenir du monde

Inaya Ezzeddine*

Travailler pour la paix dans le monde est sans aucun doute pour l'humanité un défi permanent. Le cœur, l'âme et la raison y aspirent. Cependant, malgré les efforts déployés au fil du temps, cet objectif reste un rêve insaisissable et le monde est toujours le théâtre de guerres qui détruisent les hommes et leurs rêves, ainsi que les possibilités d'une vie digne et prospère.

Le monde ne connaît pas la paix, parce que celle-ci repose sur la justice, alors que les hommes sont continuellement occupés à se dominer les uns les autres, et à bafouer par la force et l'arrogance les droits d'autrui. L'humanité est captive d'un cercle vicieux d'injustices, d'un enchaînement d'agressions et de contre-agressions.

Est-ce bien un tel monde que nous souhaitons léguer aux générations futures ? Allons-nous assister passivement aux guerres et aux conflits, ou bien nous engager à semer les graines de la paix, de la sécurité et de la prospérité ?

Défendre la justice exige de nous d'œuvrer tous ensemble à placer l'homme au centre de la vie, et pour ce faire, la condition essentielle est que l'action en faveur de la paix soit considérée comme une tâche sociétale mondiale à laquelle s'engagent fermement les hommes et les femmes, mais les femmes plus spécifiquement, en raison de leur rôle de mères.

La mère est au cœur de la famille. Tout tourne autour d'elle. Son efficacité et sa capacité à imprégner de ses valeurs ses filles et ses fils est incomparable. C'est le processus éducatif mené par les mères qui fonde la conduite humaine et en détermine le caractère.

Et certes, la tâche est ardue, car semer les pensées et les valeurs de la paix au cœur des nouvelles générations menace directement un système malfaisant se nourrissant des guerres et de leurs conséquences catastrophiques. Pourtant, la tâche n'est pas impossible, car les mères sont capables d'initiatives pédagogiques majeures susceptibles de contribuer à l'instauration d'une paix juste et d'une

sécurité intégrative dans notre monde.

Je ne fais pas dans le simplisme. Je sais que le problème est épineux, sensible et souvent complexe. Certes, nous aspirons à la paix et cherchons à former une génération qui aspire à la paix dans ses rapports humains et sa conduite ; mais en même temps, nous sommes conscients de la nécessité de former une génération qui sache résister à toutes les formes d'injustice et d'agression, prête à défendre les valeurs d'une vie libre et digne.

Cet équilibre est ce que doivent poursuivre les mères dans la formation des hommes et des femmes destinés à assumer des positions sociales, politiques, économiques, de sécurité et militaires ; des hommes et des femmes qui seront des artisans de paix, plutôt que des marchands de mort, de désastres et de pertes sans fin.

La paix mondiale passe par le rôle de la mère, et l'avenir du monde dépend de ce que les mères cultivent comme valeurs dans les cœurs et les intelligences de leurs enfants. Cette grande vérité exige que nous respections les droits des femmes et assurions leur capacitation culturelle, éducative, économique et politique ; que nous renforçons leur présence aux postes de décision, à tous les niveaux, tout en tenant compte de leurs besoins émotionnels et psychologiques, de sorte qu'elles soient qualifiées, prêtes et bien protégées sur les plans social et juridique.

Le sentiment de paix et de sécurité intérieure de la femme la rendra capable de transmettre ces sentiments à ses enfants et de renforcer leur comportement positif. Son accès à des connaissances et à une culture profonde, lui

permettra de faire merveille dans l'éducation éclairée de ses enfants et de les conduire à un équilibre intellectuel tel qu'ils pourront jouir d'une personnalité bien intégrée, et être effectifs à trois niveaux :

- Premier niveau : formation d'une génération capable de distinguer entre le vrai et le faux, le bien et le mal, et donc de pencher constamment vers le vrai et le bien, et de les rechercher.

- Deuxième niveau : respect de l'autre et interaction positive avec l'environnement humain, de sorte que l'intégration et le respect mutuel des différentes croyances et principes soient garantis.

- Troisième niveau : édification de la confiance en soi, dans le respect des spécificités intellectuelles et culturelles de chacun ; défense des valeurs de justice et de liberté afin d'éviter tout déséquilibre ou tout abus.

Il est certain qu'un être élevé dans ces principes et ces valeurs saura travailler à la paix et à la sécurité, régler des conflits dans le sens de la justice et du droit, forcer la société à appliquer et à respecter les lois, en faire une référence pour l'arbitrage des inévitables différends et problèmes susceptibles de surgir.

C'est l'une des tâches dévolues aux mères : définir un projet qui préservera la vie des générations qui viennent ; tracer la voie par laquelle le monde sera gouverné de manière à ce que soient assurés la paix, le développement et une vie meilleure.

* Députée, ancien ministre, présidente de la commission parlementaire pour la femme et l'enfant.

À mes enfants

Un message de paix et d'amour de la vie

Baria el-Ahmar*

Le soleil s'est déjà couché, et les tambours de la guerre ont repris. Les femmes se sont rassemblées autour du bâtiment où se tiennent les négociations et ont lancé leur cri de force aux combattants : « Nous ne vous laisserons pas sortir avant que vous ne trouviez un accord ».

Les mères libériennes étaient braves, unies et solidaires. La guerre s'est aussitôt arrêtée.

Je suis la mère, je suis la terre, colporteuse de vie. Je suis toutes les mères debout là-bas, les bras levés vers le ciel, avec pour seules armes l'espoir et la foi. Leurs corps sont le bouclier qui fait face à l'injustice et au meurtre, pour les éloigner de leurs enfants ; leurs enfants qui sont comme des pièces du cœur des mères qu'elles cachent entre leurs côtes.

Je vous écris, à vous, ainsi qu'aux camarades de votre génération, une lettre d'amour, de vie et de paix. Je voudrais vous serrer contre moi. Vous cacher profondément dans ma peau, vous entourer d'une ceinture qui vous couvrira d'amour, de paix et de vie ; plutôt que de mort et fausse gloire.

Je viens d'une génération qui n'a jamais connu la paix. J'ai connu toutes les formes de guerre qui ont déchiré toutes mes affiliations et amputé mon humanité. J'ai grandi dans l'ombre d'une peur trop puissante, qui m'a kidnappée de la

vie et m'a privée de la joie et des couleurs du ciel. Une peur qui m'a arrachée de mon milieu, fuyant tous les slogans qui se trouvent à la base de ma communauté, de ma région, de ma culture, et de ma famille. Une défaite qui m'a poussée à présenter des excuses à chaque enfant à qui j'ai donné naissance et à qui j'ai enseigné ma langue et l'histoire de mes aïeux et leurs convictions.

Celui qui est né dans les villes incendiées vit la douleur de la mémoire volée et cherche tout au long de sa vie les sources de l'amour, afin d'éteindre le feu de son cœur brûlant de terreur et de nostalgie.

En tant que mère et être humain, j'invoque mes droits d'insister qu'on mette un point final à la guerre.

De plus, je vous demande de compatir pour toutes les années qu'on m'a volées.

Cette dernière serait-elle une requête compliquée ?

Je ne permettrai pas que vous dilapidiez vos années. Je ne permettrai pas que vous enfermiez votre ambition et votre avenir derrière les barreaux de la haine et les slogans de la mort. Je ne vous permettrai pas de connaître cette tragédie. Je ne le permettrai jamais.

Vous entendez ?

Vous, les descendants des marins et de scribes. Soyez toujours vainqueurs pour la défense de votre patrimoine,

pour la science, la culture, la musique, pour la pourpre, les mouchoirs en soie, pour les ports et les rivages ; faites-en sorte que tout cela, au lieu de la violence, soit parti de vos vies.

Ne grandissez pas pour devenir des combattants, mais plutôt des poètes, des bâtisseurs et des artistes. Cultivez la nature, construisez l'humain et dessinez des tableaux pour remplir vos demeures de livres et de tendresse.

Laissez les slogans des guerres et la mort aux défunts du cœur et de l'âme. Retenez les chansons au lieu des slogans politiques qui ne ressemblent que des titres d'histoires d'horreur. Travaillez dur et en toute confiance. Dansez librement comme les papillons. Grandissez comme un cyprès, comme une forte branche de chêne, et soyez fiers de votre morale et de votre savoir, et non du pouvoir de l'abus d'ignorance et de cupidité.

Parce que le sang coule toujours des cœurs des mères, bien avant que leurs enfants commencent à saigner.

Ne reniez pas le ventre de vos mères. Vous vous trompez si vous pensiez en être définitivement sorti. Parce que vous êtes la vie qui refuse de s'en dissocier.

* Nouvelliste, professeur universitaire

Cinq priorités stratégiques dans le Plan d'action national libanais pour une application de la résolution 1325 de l'ONU

Claudine Aoun Roukoz*

L'une des avancées majeures qui a marqué le parcours de la Commission Nationale de la Femme Libanaise (NCLW) en 2019 a été l'établissement d'un plan d'action national (PAN) pour une mise en œuvre inclusive de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Vers la fin de 2017, la présidence du Conseil des ministres a confié à la NCLW la tâche d'élaborer un plan d'action national visant à mettre en œuvre la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité. Déterminée à adopter une approche participative et inclusive pour s'acquitter de sa nouvelle mission, la NCLW a formé et présidé un « comité directeur 1325 » composé de représentants du gouvernement et de la société civile. Il a été chargé de mettre au point un PAN 1325 inclusif répondant aux priorités du Liban. En outre, le NCLW a organisé plusieurs séries de consultations avec les principales parties prenantes aux niveaux local et national, afin de mettre au point des interventions mesurables conformes aux priorités stratégiques du PAN.

Ainsi, œuvrant aux côtés des agences des Nations Unies, des institutions gouvernementales et des organisations de la société civile, le NCLW a élaboré un PAN 1325 en dégagant un consensus sur les priorités et les interventions stratégiques, tout en développant un cadre de suivi et d'évaluation pour examiner les progrès du PAN.

Le PAN 1325 proposé pour le Liban comprend cinq priorités stratégiques définies et approuvées comme suit :

- 1- Augmenter la participation des femmes dans la prise de décision à tous les niveaux : dans les secteurs de la sécurité et de la défense, dans la vie politique et publique, dans l'économie, ainsi que dans la médiation et les négociations de paix ;
- 2- Faire participer les femmes à la prévention des conflits, notamment en les sensibilisant aux droits de l'homme et à la tolérance ;
- 3- Prévenir la violence sexuelle et sexiste et en protéger les femmes et les filles à travers des mécanismes de coordination solides entre les différentes institutions nationales, afin de réagir efficacement à la violence sexiste ;
- 4- Intégrer les besoins et les points de vue des femmes dans tous les efforts de secours et de redressement ;
- 5- Modifier, adopter et mettre en œuvre les lois et les politiques qui serviront à faire progresser les priorités susmentionnées.

L'implication et l'engagement de tous les acteurs et partenaires tout au long du processus de développement du PAN ont accru l'appropriation nationale du plan, ainsi que l'engagement du gouvernement et de la société civile en faveur de sa mise en œuvre intégrale. En conséquence, certains départements gouvernementaux ont initié la mise en œuvre des activités relevant de leur domaine de travail, avant même que le plan ait été définitivement approuvé par le gouvernement.

Toutefois, les expériences passées ont montré que la volonté politique des gouvernements reste insuffisante pour la bonne mise en œuvre de tout plan d'action national, en l'absence de dispositions financières. Les gouvernements peuvent lutter et finissent éventuellement par échouer dans la mission de remplir leur engagement si les fonds nécessaires à cette fin font défaut.

Compte tenu de la crise financière que traverse le Liban, le principal défi pour la réussite de la mise en œuvre du PAN 1325 réside dans le financement de ses interventions au titre des cinq priorités stratégiques.

Afin de relever ce défi et de donner au plan un maximum de chances de succès, en assurant sa mise en œuvre rapide et efficace, la NCLW a conduit un processus hautement participatif pour l'estimation du coût du PAN 1325, afin d'aider le gouvernement à dresser un tableau complet de ses futurs engagements financiers, et d'encourager la communauté internationale à financer les activités relevant des mandats et des plans stratégiques des Etats en faveur du Liban.

Ce PAN d'une durée de quatre ans ouvrira sans aucun doute la voie à un Liban bénéficiant de la paix et de la stabilité, où la paix et la sécurité seront renforcées grâce à un engagement accru des femmes dans la politique, la sécurité et la défense, ainsi que dans la médiation et les négociations de paix ; et où l'égalité des genres est obtenu grâce à une parfaite égalité des droits et des opportunités dont bénéficient les femmes et les hommes.



© Illustration de Mona Abi Wardé

* Présidente de la Commission Nationale de la Femme Libanaise

Le Plan d'action national sur la prévention de l'extrémisme violent et l'égalité des genres

Rubina Abou Zeinab*

L'idée selon laquelle l'extrémisme violent revêt un caractère strictement masculin a eu un impact évident sur le processus mental, voire la réflexion des décideurs et des chercheurs, qui se sont de ce fait concentrés sur les hommes. Ce n'est que récemment que cette certitude a commencé à changer. Il a pu être ainsi prouvé qu'en accordant la priorité aux politiques d'inclusion des femmes, les chances de paix augmentent, surtout lorsque les femmes sont impliquées dans les prises de décisions.

Plusieurs études mettent en relief d'ailleurs l'impact de l'inégalité des genres sur la prolifération de l'extrémisme violent, ce qui confirme le fait que celui-ci est un problème lié à la question du genre et donc impacté par l'inégalité entre hommes et femmes dans une société déterminée. Un rapport de 2015 sur la sécurité inclusive révèle que sur les 17 pays qui figurent au bas de la liste de l'OCDE (Organisation de la coopération et du développement économique) des pays qui pratiquent la discrimination hommes-femmes, 14 ont été le théâtre de conflits au cours des deux dernières décennies.

La résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU sur les femmes, la paix et la sécurité a constitué une étape charnière dans l'intégration de la parité hommes-femmes dans les politiques de paix et de stabilité, suivie en 2015 de la 2242 qui souligne l'importance de l'intégration des femmes dans le dialogue engagé dans le cadre de la lutte et

de la prévention contre l'extrémisme violent (CVE et PVE). La résolution 2242 presse les États membres du Conseil de sécurité et l'ONU de « garantir la participation et le leadership des femmes et des organisations féminines dans l'élaboration de stratégies de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent ».

Parallèlement, le programme de développement durable à l'horizon 2030 adopté en 2015 et prévoyant 17 objectifs, ainsi que la résolution sur les femmes, la paix et la sécurité, ont tous deux souligné l'importance des politiques de prévention et la nécessité d'un engagement collectif à cette fin. Cette approche a tout naturellement trouvé son écho dans le Plan d'action du secrétaire général de l'ONU pour la PVE. Celui-ci consacre un volet entier au développement des capacités des femmes et appelle les États membres de l'ONU à faire en sorte que les efforts visant à lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent ne se répercutent pas négativement sur les droits des femmes.

Au Liban, la Stratégie nationale pour la prévention de l'extrémisme violent, approuvée au début de l'année 2018 en Conseil des ministres, repose sur une compréhension parfaite de la nature de l'extrémisme violent, liée à l'inégalité du genre. Aussi, le document a consacré tout un chapitre à « l'égalité hommes-femmes et à la capacitation des femmes ». Celui-ci couvre quatre domaines d'activités :

- La sensibilisation des femmes à leurs droits constitutionnels et légaux ainsi qu'aux risques d'extrémisme violent aux niveaux individuel et familial.

- Une réforme législative pour rétablir la justice et éliminer toutes sortes de discrimination contre les femmes.

- La participation des femmes aux activités sociales, culturelles et de développement.

- La participation des femmes aux processus de prise de décisions et d'élaboration de politiques.

Dans une étape ultérieure, une approche « pan sociétale », c'est-à-dire incluant l'ensemble de la société est prévue pour l'élaboration d'un plan d'action exécutif. Des expertes, des représentantes d'associations, ainsi que des activistes ont été les principales actrices dans le processus de consultation au moment où la sensibilisation aux disparités hommes-femmes a été intégrée à tous les débats pour qu'elle soit prise en compte dans les systèmes de surveillance et d'évaluation.

Le rôle des femmes, et plus généralement la question de l'égalité des genres, trouvent leur racine dans la réflexion socio-politique engagée dans l'Antiquité. Dans « La République », Platon souligne ainsi que dans une « ville juste », les êtres humains ne devraient pas être définis par les propriétés physiques de leurs corps, mais plutôt par leurs fonctions cognitives. À cet effet, le XXI^e siècle se doit de rectifier le tir et de faire en sorte que l'humanité entière soit à égalité dotée des moyens de développement et d'intégration.

* Coordinatrice nationale pour la prévention de l'extrémisme violent
Bureau de la présidence du Conseil des ministres.

L'engagement des femmes dans la résolution des conflits est essentiel pour une paix durable

Nadya Khalifé *

Après la fin de la guerre civile libanaise en 1991, les femmes ont été exclues des processus décisionnels liés à la réconciliation, à la consolidation de la paix et à la reconstruction après le conflit. Les femmes n'ont pas participé aux accords de Taëf qui avaient mis fin à la guerre civile ni aux dialogues nationaux qui ont suivi. En 2010, le Comité de dialogue national, créé par le président de l'époque Michel Sleiman, comprenait 19 représentants masculins des principaux partis politiques du pays. Aucune femme n'a participé aux séances du dialogue.

Aujourd'hui, le Liban continue de faire face à des troubles de sécurité internes et externes, une instabilité économique et des troubles politiques, contribuant à une fragilité accrue du pays. Dans le but de promouvoir le rôle des femmes dans la résolution et la prévention des conflits, ONU Femmes a récemment formé deux réseaux locaux de médiation à Abbassiyé et Tyr, au Liban-Sud, dans le but de promouvoir le leadership des femmes dans les processus de prise de décision afin de les impliquer plus efficacement dans la résolution des conflits au niveau communautaire. Deux réseaux de médiateurs supplémentaires seront bientôt mis en place à Ain el-Héloué et à Chatila, pour veiller à ce que le rôle des femmes dans la résolution des conflits soit également étendu au sein des communautés

palestiniennes.

Hanane Saleh, professeur d'université à Tyr, a affirmé : « La paix est nécessaire au renouveau de la société et à son développement. Au Liban, nous avons besoin de paix intérieure avant une paix extérieure. Ces formations contribuent à développer une culture du dialogue accru en vue d'une résolution plus efficace des conflits ». Et elle ajoute : « Pour réduire les tensions, nous devons nous concentrer davantage sur nos énergies collectives et tirer parti de notre diversité et de nos points de vue divergents, pour que nos pensées diverses soient perçues comme une richesse [pour nos communautés] et non comme des motifs de conflit ».

Les réseaux de médiation des femmes répondent aux priorités énoncées dans le premier Plan d'action national (PAN) du Liban, relatif à la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur la participation significative des femmes aux questions de paix et de sécurité. Le PAN 1325 est en attente d'approbation par le Conseil des ministres.

* Experte en droits des femmes et chercheuse dans les régions Moyen-Orient et Afrique du Nord. Spécialiste en Femmes, Paix et Sécurité à ONU Femmes Liban



Le média est-il toujours le message ?

Briser le plafond de verre au Liban

Eugene Sensenig*

Comme dit le proverbe, « le média, c'est le message » et les plateformes médiatiques du monde entier sont en constante transformation. Le message est-il en train de prendre une nouvelle forme aussi ?

Et si oui, est-ce pour le mieux ? Il y a plus d'un demi-siècle, les défenseurs de l'égalité des sexes avaient commencé à lutter contre la discrimination et les stéréotypes à l'égard des femmes sur plusieurs fronts. Ils avaient souligné l'absence criante de voix et de visages féminins dans le monde. Les quelques femmes mentionnées étaient généralement montrées dans des rôles traditionnels et subalternes. Enfin, les images illustrant les femmes ont été accusées de tolérer ou d'encourager la violence sexiste, parfois de manière subtile, mais souvent ostentatoire. La lutte pour l'égalité des sexes dans les médias a été une longue bataille, à la fois dans les pays du Nord et du Sud.

Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MENA), de grands progrès ont été accomplis. Cependant, alors que les victoires étaient célébrées dans une région, de nouvelles formes de stéréotypes s'ouvraient ailleurs. Il semble que ni le média ni les news, les programmes de divertissement ou les contenus culturels ne représentent le « vrai message ». La question centrale est le pouvoir, le contrôle des ressources, la prise de décision et les canaux de communication, et cela a peu changé en 50 ans. Beaucoup de choses se sont améliorées en surface et cela n'est pas négligeable. Aujourd'hui, de plus en plus de femmes produisent du contenu multimédia et participent à sa présentation, devant et derrière la caméra. Un large éventail d'organisations non-gouvernementales (ONG), d'organisations inter-gouvernementales (OIG) et d'organisations basées sur la foi (organisations confessionnelles) se sont emparées de la cause de l'égalité des sexes et s'intéressent de plus en plus aux médias. Les activistes et les mouvements populaires se rendent maintenant compte que les médias constituent un champ de bataille primordial pour lutter contre la violence sexiste et promouvoir un monde dans lequel les femmes et les hommes sont jugés sur la base de leurs mérites. Aujourd'hui, la plupart des partis politiques au Liban prêchent l'égalité des sexes dans leurs plateformes partisanes ou leurs messages aux médias.

Alors, pourquoi le terrain des médias grand public est-il toujours aussi injuste ? Pourquoi les femmes doivent-elles travailler deux fois plus pour progresser dans leur carrière, faire passer leur message dans les écoles et les universités et briser le plafond de verre du cinéma, de l'industrie de la musique, du



théâtre, de l'art et du design ? Une des raisons est que le pouvoir patriarcal reste investi dans l'injustice sociale sur le lieu de travail, le respect de la législation sur les droits de la famille, ou des droits de pleine citoyenneté pour les femmes libanaises. L'égalité dans le secteur des médias est considérée comme une menace pour le patriarcat. Un autre problème-clé est le népotisme et la « cueillette sélective », dans lesquels les femmes sont embauchées sur la base du système proverbial de la « wasta » (piston) ou sont promues par des hommes sans le soutien de réseaux et de mouvements féminins, qui pourraient « couvrir leurs arrières » quand elles gravissent les échelons dans un monde d'hommes. Finalement, le média reste le message. Et le sexisme, voire la violence basée sur le genre dans le secteur des médias numériques sont aussi mauvais qu'ils l'étaient à l'époque des

journaux, des magazines et de la radio.

Aujourd'hui, les femmes occupent de plus en plus de postes de direction dans le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) et de nombreux hommes se sont joints à la lutte contre les stéréotypes et la violence sexiste. Ensemble, ils concentrent leurs efforts de manière stratégique sur l'élimination de la source fondamentale de l'inégalité dans les médias, et le manque chronique de méritocratie au sein de la société libanaise. Cette lutte requiert les voix combinées de tous les genres, confessions et classes sociales, si nous voulons faire collectivement la différence dans les 50 prochaines années.

* Professeur à l'Unité d'études sur le genre, les communications et la mobilité globale (GCGM) – Faculté de droit et de sciences politiques, NDU

Histoires de femmes passées des coopératives agricoles à la célébrité

Safa Ayad *

Les coopératives agricoles ont de tout temps représenté un refuge pour les femmes dans les zones rurales. Elles leur permettent d'avoir un emploi non loin de chez elles et de ne pas négliger de la sorte leurs obligations familiales. Grâce à leur débrouillardise, certaines sont devenues des modèles pionniers dans leur environnement, au point qu'elles ont fini par avoir une renommée internationale. Deux femmes sont passées de derrière leurs fourneaux et sajs populaires (une grande plaque concave en fonte, au-dessus d'un feu de bois, utilisée pour la confection de pain très fin –Marqouq – ou de galettes au thym – Manakiche) jusqu'aux premières lignes de la défense de la cuisine libanaise traditionnelle, qu'elles ont disséminée comme un message de paix à l'intérieur comme en dehors du pays.

L'ambassadrice de la fraké et de la friké

Si on lui demande se présenter, Zeinab Kachmar (54 ans) répond sans l'ombre d'une hésitation qu'elle est « par excellence l'ambassadrice de la Fraké (plat de viande crue qui est une spécialité du Sud) et de la Friké (du blé vert grillé) du Liban-sud ». Il s'agit d'un titre qu'elle a travaillé dur pour acquérir, précisément depuis 2008. Cette femme au foyer, qui avait abandonné ses études scolaires au niveau du complémentaire, n'a jamais imaginé qu'en s'impliquant dans la coopérative de son village, Halloussieh (caza de Tyr) elle fera un jour le tour du monde, grâce à son talent de cordon bleu et à sa formidable capacité à commercialiser les produits de la mouné traditionnelle libanaise (les provisions alimentaires préparés à l'avance et qui se conservent pendant des mois).

L'histoire de Zeinab commence lorsqu'elle décide, une fois ses trois fils suffisamment grands, de s'engager dans les activités sociales de son village où elle rejoint la coopérative agricole de Halloussieh. C'est ainsi qu'elle fait la connaissance de Souk el-Tayyeb – un marché hebdomadaire à ciel ouvert, durant lequel les producteurs proposent à la vente des produits alimentaires biologiques – et se met à commercialiser les produits de cinq villages du Liban-Sud. Grâce à sa débrouillardise, elle réussit à tout vendre et gagne de la sorte la confiance des organisateurs qui lui permettent d'exposer ses produits pendant tout un mois, au cours duquel elle acquiert une expérience dans la publicité et la commercialisation, des concepts qu'elle ignorait auparavant. « Mon langage est aussi bon que ma cuisine », commente-t-elle. Grâce à la commercialisation de l'huile et des olives de Halloussieh, du thym et de la friké du sud, Zeinab finit par décrocher le titre de reine de la cuisine du Sud, et sa vie s'en trouve bouleversée. Elle devient une femme active au double plan économique et social, grâce à ses mets et à l'art de la cuisine qu'elle enseigne à ceux qui le souhaitent.

Son souci premier est de préserver le patrimoine culinaire traditionnel libanais et d'empêcher que les plats des villes et leur « fast-food » n'envahissent les villages du Sud, de la Békaa, de la Montagne et du nord du pays. Zeinab compare la cuisine à l'histoire dont les racines sont bien ancrées dans la terre. Aussi, décide-t-elle d'œuvrer pour assurer une renommée internationale à la cuisine libanaise méridionale. Elle



© PNUD

fait le tour des régions-sud du pays pour apprendre auprès de ses aînées les recettes traditionnelles, leurs origines et leur histoire, les présentant à titre exclusif à Souk el-Tayyeb. Sa réputation vite fait de dépasser les frontières nationales et c'est en France, en Inde, à Singapour, en Belgique et en Suisse qu'elle finit par présenter « la friké du Sud ». Elle doit surmonter de nombreux défis, notamment ceux de la langue et de la communication, il est vrai, mais son sourire et la saveur de ses mets étaient devenus sa carte de visite. Si elle est fière de ses réalisations, c'est surtout parce que celles-ci lui ont permis de montrer à la communauté internationale une image différente du Liban-Sud, longtemps associée aux guerres, aux exodes, aux morts et aux blessés, et de lui communiquer l'histoire, mais aussi toutes les richesses de cette terre dont elle puise ses recettes. Zeinab assure que celles-ci sont toutes bonnes pour la santé.

Même si elle s'installe à Beyrouth pour travailler à Souk el-Tayyeb et à Tawlet – le

restaurant qui propose à ses clients des plats traditionnels cuisinés à tour de rôle par des femmes venues des quatre coins du Liban – et adhère en même temps à la Coopérative Atayeb el-Rif, Zeinab n'oublie pas les femmes qui, comme elle, travaillent au sein de la coopérative de Halloussieh et œuvrent pour améliorer leur situation. Elle achète leurs produits et fait appel à elles pour l'aider à préparer des quantités impressionnantes de friké, contribuant ainsi à les soutenir au double plan financier et moral. « Ces dames protègent les mets du Liban-Sud et les empêchent de disparaître. Elles restent attachées à leurs terres en dépit des difficultés », affirme-t-elle.

Zeinab est soucieuse de préserver tout ce qui se rapporte au patrimoine et de protéger les communautés locales contre l'expansion de modèles culinaires occidentaux, qui représentent un danger pour leur identité culturelles. Sur ce plan précis, la situation au Liban n'est guère rassurante. Le patrimoine culturel et

culinaire y est en danger. Selon Zeinab, les nouvelles générations ne connaissent rien de la cuisine traditionnelle. C'est la rapidité qui leur importe. Et c'est pour cette raison qu'elle propose des cours de cuisine à l'intérieur et en dehors du Liban à tous ceux qui veulent découvrir le patrimoine culinaire du pays. « Mon but est de protéger ce patrimoine. Comment puis-je ne pas le transmettre à d'autres ? ».

Rima Massoud : « J'ai bousculé les traditions »

Zeinab n'oublie pas de nous introduire à une de ses collègues, Rima Massoud (52 ans), originaire du village de Ramlieh, dans le caza de Aley. Avec Rima, c'est une autre histoire qui est contée, celle d'une femme qui ne doit sa réussite qu'à elle-même. Rima est réputée pour le pain qu'elle confectionne sur son saj et qu'elle vend au village afin d'aider son mari qui travaille dans l'agriculture.

Les femmes et le travail

Elle adhère à l'Association de protection des ressources forestières, qui lui donne accès à un programme organisé par la Fondation René Moawad pour le développement des aptitudes de la femme libanaise. Elle suit des sessions de formation à l'économie, à la commercialisation, à la production et à la préparation de la mouné, ce qui lui ouvre une nouvelle voie qui la conduit à Beyrouth. Mais de la sorte, Rima bouscule les traditions qui veulent que la « femme

de la Montagne » ne travaille pas en dehors du cadre de sa région. Forte du soutien de l'Association de protection des ressources forestières, elle prend cependant son saï pour s'installer à Souk el-Tayyeb. Les débuts sont difficiles. Rima manque d'assurance et n'arrive pas à fabriquer son pain devant le public. Mais l'encouragement qu'elle obtient et l'afflux de clients libanais et étrangers pour y goûter lui insufflent du courage. Un changement qualitatif s'opère

dans sa vie. La situation socio-économique de Rima se développe. Celle-ci devient le principal soutien de sa famille, notamment de ses enfants qui suivent des études universitaires avant d'intégrer le marché du travail.

Le message qu'elle véhicule s'adresse à toutes les femmes qu'elle encourage à devenir autonomes au plan financier et à travailler chez elles, que ce soit en réalisant des travaux manuels de crochets,

en préparant la mouné ou en faisant la cuisine.

Son rêve de se rendre à Beyrouth s'est étendu, puisqu'avec son saï elle a fait le tour de plusieurs pays arabes et européens, grâce à l'association à laquelle elle avait adhéré depuis des années et qui lui avait permis de développer ses capacités sociales, pédagogiques et économiques.

* Journaliste

Police municipale

Des femmes à l'œuvre pour rétablir le dialogue avec les citoyens

Janine Jalkh*

Si la femme peine encore au Liban à percer le rempart de l'arène politique – le Parlement compte seulement six députées et le gouvernement quatre ministres – elle commence cependant à se faire une place, lentement et sûrement, au sein des municipalités dont plusieurs ont ouvert leur portes à la gente féminine.

L'intégration de femmes à la police municipale est désormais en vogue, plusieurs autorités locales s'étant résolu à tenter l'expérience en injectant à leurs équipes une dose de féminin susceptible de gagner la confiance des habitants, de rassurer voire de protéger.

Convaincues de la nécessité de modifier les méthodes traditionnelles de répression et de coercition en leur substituant les concepts de dialogue et d'échange avec les citoyens, plusieurs présidents de municipalités ont opté pour une police de proximité que les femmes sont à même de mieux incarner dans un pays où la culture de la contrainte et la violence restent de mise.

Soutenu par le Ministère de l'Intérieur et des municipalités et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et financé par les gouvernements canadien et hollandais, le processus d'intégration des femmes au sein des polices municipales constitue l'un des éléments phare d'un Projet de soutien aux municipalités, mis sur les rails en concertation avec les acteurs municipaux qui aspirent à renforcer la stabilité sociale en inaugurant des méthodes plus en phase avec la demande croissante de services de la population.

Plus orientées vers la communauté, et dotées de facultés de communication et d'écoute plus accentuées que chez leurs

pairs masculins, les femmes policières ont commencé à s'imposer peu à peu dans des municipalités telles que Bourj Hammoud, Mina, Enfé, Zahlé et Antélias pour ne citer que quelques exemples.

Recrutées en 2017 par le président de la municipalité d'Antélias, Elie Abou Jaoudé, six femmes ont réussi à s'imposer au sein de la police locale. Satisfait de la productivité des femmes qu'il avait d'abord recrutées au sein de l'administration, M. Abou Jaoudé a décidé de passer à la vitesse supérieure en intégrant à la police locale six femmes. « Elles sont tout simplement plus rigoureuses et bien plus professionnelles que beaucoup d'hommes au sein de l'équipe », témoigne le président.

Autre atout sur lequel peuvent tabler ces nouvelles recrues, leur genre, qui, conformément aux usages de respect et de prévenance envers la femme, leur assure une aide spontanée de la part des habitants, désireux de leur faciliter la tâche en faisant preuve d'amabilité et d'une plus grande coopération.

À Bourj Hammoud, le recrutement des femmes au sein de la police municipale, mais aussi au sein de l'administration, a été initié il y a quelque temps déjà. Désormais, la gente féminine représente près de 34 % des effectifs et certaines d'entre elles ont été affectées à la gestion de la circulation.

Ayant gagné en assurance, après un démarrage difficile où les policières ont dû faire face à des tentatives d'intimidation et à des blagues sexistes, elles ont fini par s'imposer après avoir fait leur preuve dans un environnement plutôt ardu. Le contexte social était également pénible au départ pour les 15 policières à Zahlé, qui, au fil des ans, ont fini par gagner le respect des habitants.

« Au début, personne ne nous prenait au sérieux, pas seulement parce que nous étions des femmes, mais à cause de la mauvaise image qu'ont généralement les citoyens de la police municipale en général », témoigne Cosette Abdayem, qui a rejoint l'équipe il y a presque trois ans maintenant. Au fil du temps, elle a appris, dit-elle, à concilier fermeté et affabilité, mettant à profit tantôt la douceur et l'écoute active, tantôt l'audace et l'assurance lorsque dès que la situation se corsait.

« Bien qu'embryonnaire à ce stade, la féminisation de la police municipale gagnerait en efficacité le jour où les municipalités seront dotées des ressources et du pouvoir nécessaires pour mieux faire appliquer la loi dans un pays où l'impunité est toujours de mise », commente une experte qui suit de près le projet. Selon elle, les femmes ont un potentiel énorme qui n'attend qu'à être révélé et mis à profit notamment en matière de respect de l'environnement.



La consolidation de la paix menée par des femmes syriennes au Liban : entre illusions et possibilités

Massa Mufti*

Quand on m'a demandé d'écrire sur le rôle des femmes syriennes dans l'éducation à la consolidation de la paix dans le contexte libanais, j'ai immédiatement essayé de réfléchir à cette invite en décortiquant la question pour mieux la comprendre. J'ai commencé par me demander ce qu'on entend par « consolidation de la paix », lorsqu'on se réfère aux actions entreprises par les femmes syriennes dans le contexte libanais, alors que le conflit lui-même se déroule en Syrie. De quelles femmes parle-t-on spécifiquement ? Est-ce des mères réfugiées syriennes, des enseignantes syriennes ou des femmes actives au sein de la société civile syrienne pouvant atteindre la diaspora syrienne ? Qui est impliqué lorsqu'il s'agit d'éduquer les enfants à la consolidation de la paix dans un contexte de crise et de conflit ? Plus encore, comment pouvons-nous aborder la notion de consolidation de la paix lorsque la paix elle-même n'est pas réalisée dans le pays d'origine de ces femmes ? Surtout, comment est-il possible d'initier un débat sur la consolidation de la paix si nous ne commençons pas par nous attaquer aux causes profondes ayant engendré le conflit en question ? Peut-être que la question porte aussi un message sous-jacent : la paix au Liban est également une matière à débat.

Par souci de concision, cet article se penchera particulièrement sur les femmes réfugiées syriennes, qui selon ONU Femmes représentent 52 % des réfugiés syriens enregistrés au Liban.⁽¹⁾ Jusqu'en décembre 2017, 80,9 % des réfugiés syriens enregistrés au Liban étaient des femmes et des enfants (Yassin, 2018)⁽²⁾.

En ce qui concerne la notion de « consolidation de la paix », il convient de préciser que c'est l'ancien secrétaire général des Nations Unies, Boutros Boutros-Ghali, qui a, dans son rapport de 1992 intitulé « Un agenda pour la paix », présenté à l'ONU la notion de « consolidation de la paix » comme une « action qui vise à renforcer et consolider la paix afin de prévenir une reprise des hostilités ». Le rapport 2000 de Lakhdar Brahimi s'est attardé sur les activités de consolidation de la paix pour garantir que celle-ci ne se limite pas à l'absence de guerre. Selon International Alert, la consolidation de la paix comprend deux phases de paix : « positive » et « négative ». « Le défi consiste à utiliser les périodes de stabilité, de paix négative, pour construire à long terme la paix positive qui se mesure par l'amélioration de la gouvernance et l'accès équitable aux opportunités économiques, à la justice, à la sécurité, ainsi qu'à d'autres aspects du bien-être, tels que la santé, l'éducation et un environnement décent pour y mener une vie digne. »⁽³⁾

Cela signifie que la consolidation de la paix est une initiative extrêmement complexe qui ne se restreint pas à la « stabilité », une condition préalable à l'établissement d'une paix durable. De plus, l'éducation à la paix nécessite une approche globale en matière d'enseignement dans le contexte des conflits et dans les pays d'accueil des réfugiés. Pourtant, d'après l'expérience acquise dans ce domaine, l'éducation à la paix n'est pas un critère retenu dans les interventions éducatives des agences des Nations Unies et des organisations internationales, qui consacrent leur soutien principalement à l'inscription d'enfants réfugiés syriens dans les écoles publiques libanaises dans le cadre des programmes RACE I et II lancés par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur. Plus encore, les enseignants syriens qui manifestent une empathie naturelle envers les enfants syriens et partagent leur détresse ne sont pas autorisés à enseigner au Liban en raison des réglementations de l'emploi. Cela étant, quel serait donc le rôle des femmes réfugiées syriennes dans l'éducation à la consolidation de la paix, dans le contexte sociopolitique extrêmement complexe du Liban ?



© Illustration de Mona Abi Wardeh

Selon le Dr Zelana Montminy, spécialiste en psychologie positive, la poursuite de simples rêves comme le bonheur ou la paix est difficile à atteindre. Le seul chemin qui puisse aboutir à l'épanouissement personnel nécessite une aptitude à faire face aux défis comme s'il s'agissait d'opportunités et de développer sa force émotionnelle dans des moments difficiles nécessitant une résilience. « La résilience n'est pas uniquement le fait de se redresser », dit Montminy. C'est un changement dans la façon de penser qui mène à un développement personnel et à un changement. En d'autres termes, la résilience ne consiste pas à accepter le statu quo, qui deviendrait dans ce cas un état de subordination, comme avance Paulo Freire. Cependant, lorsque la sécurité et les moyens de subsistance

constituent la principale préoccupation des femmes réfugiées syriennes, qu'elles soient mères, enseignantes ou militantes, les contributions à la consolidation de la paix et au développement deviennent une réflexion a posteriori.⁽⁴⁾ Le fait de soutenir les femmes réfugiées syriennes au Liban contribue le plus à augmenter les chances de paix et de développement durables, d'autant que selon ONU Femmes, 83 % d'entre elles détiennent un rôle de décision plus important que celui qu'elles avaient avant le déplacement. Ce soutien consiste à les aider à devenir plus résilientes et à être des actrices de la consolidation de la paix en développant leurs compétences pédagogiques et en leur offrant des moyens de subsistance appropriés. Une étude intitulée « Les réfugiés et la dynamique régionale de la consolidation de la paix » montre que la dynamique régionale de la consolidation de la paix et des situations de réfugiés doit être améliorée et demeure une opportunité inexploitée pour les pays hôtes :

Les pays hôtes ont intérêt à contribuer au développement des moyens de subsistance et des compétences éducatives des réfugiés en exil. Lorsque les réfugiés sont rapatriés, ils retournent dans des environnements fragiles qui risquent souvent de retomber dans le conflit [...] La reprise de la guerre signifie souvent la perpétuation d'une nouvelle situation de réfugiés, avec des pays qui, ayant jadis accueilli des réfugiés, se retrouvent contraints de les accueillir à nouveau. (IPI, 2011).⁽⁵⁾

Une réfugiée syrienne vivant dans les camps informels dans la vallée de la Békaa m'a dit : « Nous savons ce dont nous avons besoin, mais ce sont eux qui doivent être convaincus ». Par « eux », elle désignait la communauté internationale, les donateurs et les gouvernements hôtes. Ces acteurs-clés doivent être convaincus de la nécessité de passer à une approche de développement en travaillant sur une pédagogie globale pour la paix plutôt que sur une simple intervention éducative, mais aussi de la nécessité de « combler l'écart » en associant l'assistance humanitaire au développement à long terme, afin de paver la voie à la réintégration effective des réfugiés dans leur pays d'origine.⁽⁶⁾ Dans le cas contraire, la consolidation de la paix restera une initiative décevante si tous les acteurs n'y participent pas. Il faut tout un village pour faire de la paix une réalité.

* Experte en éducation, chercheuse à l'Institut Issam Farès à AUB, co-fondatrice et présidente de l'ONG Sonbola

(1) https://www.ipsos.com/sites/default/files/2019-01/the_status_of_syrian_refugee_women_in_lebanon.pdf

(2) Yassin, Nasser. 101 Facts & Figures on the Syrian Refugee Crisis (101 faits et chiffres sur la crise des réfugiés syriens). 2018.

(3) <https://www.international-alert.org/what-we-do/what-is-peacebuilding>

(4) <https://journals.sagepub.com/doi/pdf/10.1080/15423166.2016.1239404>

(5) https://www.ipinst.org/wp-content/uploads/publications/ipi_e_rpt_refugees.pdf

(6) Ibis

Transformations de femmes en temps de conflit

Ola al-Joundi*

En général, le conflit est défini comme un affrontement réel entre deux parties ou plus, chacune d'elles étant convaincue que ses objectifs ne s'harmonisent pas avec ceux des autres, ou alors que ses ressources sont insuffisantes par rapport à celles des autres. De même, chacune des parties en conflit est convaincue que ce sont les autres qui l'empêchent d'atteindre ses objectifs, surtout si elle ne connaît pas ces mêmes autres, ou si elle a d'eux une image différente de la réalité dans de nombreux aspects de la vie. En réalité, dans la plupart des cas, l'image que l'on s'est forgée est plus forte dans nos esprits que celle qui est réelle et que l'on voit pourtant tous les jours.

C'est ainsi le cas des réfugiés syriens dont la plus grande partie sont des femmes et des enfants (78 %). Depuis le début, on a pris comme modèle de ces réfugiés, les images de femmes pieds nus, poussiéreuses et pleurnichant de temps à autre. On les a aussi réduites à des ouvrières agricoles analphabètes, des professionnelles du sexe ou s'alignant dans de longues files d'attente pour recevoir des aides, malgré que beaucoup de Libanais voient régulièrement d'autres images de femmes syriennes réfugiées. Seulement nos téléphones portables, les écrans télé et les bulletins d'informations sont plus forts que la réalité que nous vivons.

Nous n'abordons pas ce sujet pour nous contenter de raconter des faits, mais plutôt pour étudier le message ainsi adressé au spectateur libanais : « Regardez ces femmes comme elles sont pauvres. Elles ont d'autres habitudes que les nôtres, un mode de vie totalement différent, une autre culture. Elles sont venues partager avec nous nos ressources déjà maigres ». L'individu syrien au Liban est ainsi resté cet inconnu caché derrière cette image, devenant potentiellement un sujet de conflit grave qui peut éclater au grand jour à tout instant et se transformer en affrontement violent.

Et parce que les femmes sont habituellement plus enclines à résoudre instinctivement les problèmes et à accepter des acquis provisoires pour atteindre leur objectif ultime, à savoir protéger leurs familles dont elles se sentent entièrement responsables, elles ont commencé, individuellement ou par groupes à travailler spontanément dans les municipalités. Elles ont ainsi agi par instinct et elles ont devancé les initiatives des associations de femmes qui voulaient les aider à trouver du travail et

à définir leurs priorités. C'est pourquoi, pendant que les associations cherchaient à leur fournir des aides ou un appui moral dans le meilleur des cas, ces femmes, elles, ont commencé à chercher à apprendre des métiers et à trouver des emplois, surmontant ainsi la peine et la poussière de cette longue marche de l'exil. Une année après l'autre, les associations de femmes syriennes et libanaises sont sorties petit à petit de leur cocon pour s'impliquer dans les collectivités locales, contribuant de ce fait à atteindre des objectifs de développement stratégique sur le long terme.

Depuis 2017, les Syriennes participent dans les rues de Beyrouth, avec d'autres groupes et associations féminines libanaises et palestiniennes, ainsi que des groupes de travailleuses domestiques, à la commémoration de la Journée internationale de la femme. Bon nombre d'entre elles ont même fait à cette occasion des déclarations à la presse, soucieuses de s'exprimer dans les médias au sujet de la situation en Syrie et de leur condition de réfugiées. En donnant leur avis, ces femmes

n'ont pas réclamé des aides, mais la justice sociale pour toutes, sous le slogan suivant : nos causes sont multiples, mais notre lutte est unique. Ces apparitions dans les médias n'ont pas seulement changé la perception de la réfugiée syrienne chez les autres participant aux activités de la Journée internationale de la femme. Elles ont aussi modifié la dynamique de la relation entre les groupes de la société d'accueil et les réfugiées elles-mêmes, sur les deux plans réel et moral. C'est ainsi que l'on a pu voir des Libanaises solidaires des réfugiées syriennes et défendant leurs droits en dépit de la dureté palpable de la rue beyrouthine. Nous avons ainsi découvert avec elles, dans le cadre de l'association « Femmes Maintenant pour le Développement » qui a organisé cette participation, que la construction de la paix commence dans la rue, dans les ruelles étroites et jusque dans les maisons en dépit de la différence des causes et des objectifs.

Dans un autre programme lancé par la même association portant sur les activités théâtrales, des Syriennes sont ainsi

montées sur les planches dans la pièce « Voile blanc ». Cette pièce s'inscrivait dans le cadre de la campagne organisée par l'association « Abaad » en faveur de l'abolition de l'article 215 du Code pénal qui annule la peine prononcée contre un violeur s'il consent à épouser sa victime. Les Syriennes se sont ainsi adressées à un large public, montrant que les expériences des femmes face à la violence et à la discrimination sont les mêmes. Elles ont aussi participé à une autre pièce intitulée « Syrienne », dans laquelle elles ont évoqué l'expérience de la fuite et de l'exil, de la disparition des proches, réclamant la justice sociale pour toutes les femmes. Au vu et au su de tous les spectateurs, ces femmes ont dit qu'elles luttent pour pouvoir survivre à la violence, au lieu de se contenter d'en être les victimes. Elles ont montré qu'elles étaient en mesure de réagir et de profiter de leur expérience pour surmonter les difficultés.

Au départ, le fait pour ces femmes de se rendre dans les centres d'aide psychologique, de réhabilitation et de formation était un acte spontané, une sorte d'instinct de survie pour modifier l'image que la société avait d'elles et pour tenter de s'en sortir. Aujourd'hui, elles s'y rendent dans un acte totalement conscient, parce qu'elles comprennent désormais profondément l'importance de leur rôle dans la construction de la paix civile. Elles savent désormais que pour construire la paix, il faut définir les causes de l'injustice qui les frappe et qui frappe aussi les Libanaises et toutes les femmes marginalisées et privées de leurs droits présentes sur le sol libanais. Elles ont compris qu'elles doivent faire face à cette injustice en étudiant et en suivant des formations qui leur permettront de trouver du travail et donc de préserver leur dignité. Aujourd'hui, lorsqu'elles parlent du Liban, les Syriennes peuvent affronter et dépasser l'image du Libanais raciste qui leur vient d'abord à l'esprit. Cela, grâce aux militantes libanaises pour les droits des hommes et des femmes et à cause de l'action de tous ceux et celles présents sur le sol libanais qui ont aidé et contribué dans ce domaine. Elles sont même arrivées à la conclusion suivante : il y a deux Liban, un otage du gouvernement et de ses tiraillements politiques et un autre formé de ce peuple solidaire, enthousiaste, décidé à défendre son droit et les droits des hommes et des femmes en général à une vie digne.

L'association « Femmes Maintenant pour le Développement » est libanaise. Son objectif est de pousser les femmes à développer leur présence et leur influence dans tous les domaines : politique, social, économique et culturel. Elle a été l'une des premières associations à prendre conscience de l'importance du rôle des femmes dans les collectivités locales, dans le développement de la société et dans la modernisation des lois. En 2015, elle a commencé à s'intéresser au rôle des femmes dans la construction de la paix dans les collectivités et avec les sociétés d'accueil au Liban. Elle a donc établi des programmes pour permettre aux femmes de se doter des compétences et du savoir nécessaires pour jouer un rôle plus important au sein de la collectivité, en se basant sur l'idée suivante : le seul chemin vers la paix passe par l'établissement de la justice.



* Responsable du programme de participation à l'association « Femmes Maintenant pour le Développement ».

Des Palestiniennes actives dans différents domaines

Rabih Moustapha*

La souffrance de la communauté palestinienne au Liban est grande. Elle est atténuée, jusqu'à une certaine mesure, par le fait que les femmes de cette communauté sont très actives dans des domaines variés. Elles prennent des initiatives et elles rêvent. Ci-dessous, le portrait de quatre d'entre elles.

Fadia Loubani

directrice de l'association « La paix pour vous », dans le camp de Bourj Brajneh

Une femme active et rêveuse. C'est ainsi que Fadia se décrit. Ceux qui la connaissent trouvent que cette description lui correspond parfaitement. En 1986, le camp des réfugiés palestiniens de Bourj Brajneh, où elle vit, souffrait des ravages des guerres des camps et du blocus. De ce fait, les enfants étaient dans l'incapacité de se rendre à leurs écoles situées à l'extérieur, dans un quartier voisin. Pour qu'ils ne perdent pas du temps, Fadia a créé avec un groupe de femmes, une école provisoire sur une place déserte. Elle avait alors 17 ans. Avec la fin de la guerre et voulant bénéficier de cette expérience, elle a fondé avec quatre autres femmes une école maternelle. Fadia s'est alors mise à percevoir des cotisations symboliques qui ont servi à bâtir une classe où les cours sont dispensés. Au fil des ans, la jeune femme a reçu des aides d'associations palestiniennes et internationales, qui ont permis de développer le projet. Celui-ci s'est transformé en centre social accueillant des enfants en maternelle et organisant des activités à l'intention des femmes. Il compte aussi une cour et un théâtre qui a accueilli l'année dernière un spectacle auquel a pris part, pour la première fois, une auteure et actrice.

Fadia nourrit aujourd'hui deux rêves. Elle voudrait ouvrir un atelier pour les femmes du camp, toutes nationalités confondues, pour leur assurer une autosuffisance économique. Elle aimerait aussi construire et équiper un théâtre au sein du camp, qui soit un lieu d'expression et d'interaction. Au vu de ce qu'elle a pu accomplir avec ses anciens projets, elle a certainement de fortes chances de réaliser l'un de ses rêves, sinon les deux.



est retournée pour trouver des corps étendus par terre, au nombre desquels des voisins libanais. Mais malgré cette expérience traumatisante et de nombreuses autres qu'elle a vécues au fil des ans, Leila a décidé de rester active et optimiste quant à la possibilité de réaliser un peu de justice en ce monde.

Mira Sidaoui

actrice, cinéaste et écrivaine

Mira est constamment à la recherche de moyens de libre expression. Elle en a trouvé un lorsqu'elle s'est inscrite à l'Université libanaise pour étudier le théâtre. La réalisation cinématographique a été un moyen supplémentaire. Entre le théâtre et le cinéma, l'écrivaine est née. Elle a commencé par écrire des histoires courtes et a fini par rédiger son premier roman, malgré ses nombreux et complexes projets. Après avoir décroché son diplôme universitaire, Mira a fondé, avec un groupe de comédiens à majorité palestinienne, aux côtés de quelques libanais, la troupe de théâtre du camp qui a pris pour siège le camp de Bourj Brajneh. Par la suite, elle a donné des cours de théâtre à des enfants de l'association Kanafani, qui ont été clôturés par la présentation d'un spectacle. Au nombre des principales pièces de théâtre sur lesquelles elle a travaillé, « Ayoub », qui retrace la vie de femmes palestiniennes du camp et « Tout est de ma faute », présentée récemment, qui se penche sur l'accouchement dans le camp et les difficultés et anecdotes qui s'ensuivent. Côté cinéma, elle a réalisé le film « Camp sur quatre roues » qui s'interroge de manière ironique sur la mort palestinienne. Actuellement, Mira est sur le point d'achever son deuxième film intitulé « Le mur », dont l'histoire suit des jeunes de Chatila qui ont tenté d'organiser un concert de Pink Floyd dans le camp. Mira fait connaissance avec sa patrie disparue. Elle la crée par le biais d'enquêtes individuelles et de sa rébellion loin des slogans et de l'immersion dans le rôle de la victime. Elle le fait plutôt dans le cadre d'une lutte menée au quotidien. C'est ce qui probablement distingue son expérience.



Leila al-Ali

directrice du conseil exécutif de l'association sociale al-Najda

Pour Leila, qui est issue d'une famille de militants palestiniens, l'action sociale et l'activité politique vont de pair. Son militantisme a vu le jour avec la montée de la vague nationaliste arabe au Liban, au début des années soixante-dix, et s'est façonné lors de ses études universitaires qui ont coïncidé avec les restrictions imposées aux Palestiniens à la suite de l'invasion israélienne en juin 1982 et le retrait de l'Organisation pour la libération de la Palestine, dont elle a rejoint les rangs alors qu'elle était encore étudiante. Plus tard, elle est devenue présidente de l'Union des jeunes au sein du Front démocratique pour la libération de la Palestine, avant d'intégrer les rangs de l'association al-Najda qui œuvre à l'intérieur des camps dans les domaines du secours, de la formation professionnelle et de la capacitation des femmes. Leila a passé la plus grande partie de sa vie dans le camp de Chatila qui était, comme elle se le rappelle, ouvert à son environnement libanais et accueillait des militants de différents points du globe. Elle se dit désolée de constater l'état de marginalisation et d'isolement dans lequel il se trouve aujourd'hui. Dans le cadre de son travail à l'association al-Najda, Leila insiste pour que des aides variées soient acheminées aux Palestiniens, Libanais et Syriens, mais aussi à tous ceux qui en ont besoin, puisqu'elle est convaincue que la distinction entre les personnes qui sont dans le besoin n'est pas éthique. Leila est également l'une des fondatrices de la campagne « le droit des travailleurs » qui œuvre pour que ce droit soit entièrement accordé aux Palestiniens au Liban.

En 1982, quelques heures avant le massacre perpétré dans les camps de Sabra et Chatila, Leila et sa famille avaient réussi par miracle à quitter les lieux. Après le massacre, elle y



Ghada Kassem

formatrice dans l'éducation populaire et l'enseignement pour adultes

Ghada est dans l'action sociale depuis trente-trois ans. Ses débuts ont été avec le Conseil des églises du Moyen-Orient, à Saïda, alors qu'elle vivait dans le camp de Aïn el-Héloué, situé près la ville. Par la suite, elle a travaillé, pendant treize années dans le domaine de la santé publique, avant de rejoindre en 1999 le projet œcuménique pour l'éducation populaire en tant qu'éducatrice et conceptrice de programmes pédagogiques destinés aux adultes. Ceux-ci ont pour objectif d'apprendre la lecture et l'écriture aux adultes, mais aussi de développer leurs connaissances dans des domaines divers. Ils visent aussi à développer les compétences pratiques des personnes, ce qui leur donne de meilleures chances de trouver un travail. De plus, le programme œcuménique assure aux cadres des institutions palestiniennes et libanaises des formations dans l'éducation populaire. Ghada est également une militante des droits de l'homme et lutte en faveur des droits civils des Palestiniens du Liban. Elle est aussi militante féministe et aspire à ce que les Palestiniennes aient un regroupement non partisan qui accueillera les femmes au chômage. Elle est mère de trois filles qui ont poursuivi des études universitaires. Aussi, il est possible d'ajouter à ses réalisations le fait d'avoir donné naissance à trois nouvelles Palestiniennes actives.



Partenariat pour la paix à travers l'autonomisation économique des femmes

Violette Safadi*

La paix et la stabilité économique sont intrinsèquement liées – comme les femmes et les hommes – dans la construction d'un avenir durable pour le Liban. Le développement du pays dépend de l'engagement effectif des femmes à tous les niveaux, de la prise de décision à la participation politique, sociale et économique. Le lancement récent du Mécanisme d'assistance technique pour l'égalité des sexes au Machrek, qui vise à renforcer la participation des femmes au marché du travail, ainsi que du Plan national d'action pour la résolution 1325 des Nations Unies, témoignent de l'engagement stratégique du gouvernement libanais d'encourager le rôle des femmes dans la promotion de la paix, de la sécurité et de la croissance économique.

Les institutions gouvernementales, la société civile, les médias et le secteur privé sont des partenaires essentiels pour que ce programme de réformes débouche sur des actions concrètes et un changement réel. Le ministère d'État pour l'Autonomisation économique des femmes et des jeunes (EEWAY) conçoit et met en œuvre des programmes et des partenariats qui défendent des politiques fondées sur l'égalité des genres, ainsi que des opportunités permettant aux femmes de participer plus efficacement au marché du travail. Cela comprend un plaidoyer en faveur d'un meilleur environnement garantissant les droits des femmes sur le lieu de travail, la promotion de politiques et de pratiques favorables à la famille et défendant les rôles positifs des femmes au travail, à la maison et dans la société en général. Nous travaillons en partenariat avec des entreprises du secteur privé et des organisations associatives, tels que le Conseil des femmes dirigeantes et la Ligue libanaise des femmes d'affaires, afin de promouvoir les perspectives économiques des femmes, et combler leurs lacunes en matière d'accès aux marchés et aux financements. Nous œuvrons aussi à la mise en place d'un cadre juridique qui facilite l'égalité sur le marché du travail, favorise le leadership des femmes et combat la discrimination et le harcèlement sexuel sur le lieu de travail.

Mais pour transformer en fin de compte les structures de l'économie libanaise, nous devons améliorer la situation des femmes en engageant de manière proactive les hommes. Les hommes sont nos alliés pour transformer les normes de genre inéquitables en normes positives ; dans la réduction de la violence sexiste ; et dans la promotion de relations plus égalitaires à la maison et au travail. En assurant la responsabilisation des femmes, celles-ci seront en mesure de faire des choix qui profiteront à leur propre bien-être, à leur famille et au Liban dans son ensemble.

* Ministre d'État chargée de l'Autonomisation économique des femmes et des jeunes

La travailleuse géante

Si seulement mon corps était ma terre, j'y aurais dressé dessus ma tente et personne ne viendrait m'importuner. Et si seulement mon marteau n'était pas conçu pour détruire ma maison, ni mon petit seau pour en contenir les débris.



Mohamad Khayata, peintre figuratif



Implemented by
KFW



Empowered lives.
Resilient nations.

Le projet du Pnud " La consolidation de la paix au Liban " œuvre depuis 2007 pour le renforcement de la compréhension mutuelle et la promotion de la cohésion sociale, en abordant les causes profondes du conflit au Liban. Le projet a aussi travaillé récemment sur le traitement de l'impact de la crise syrienne sur la stabilité sociale au Liban.

Le projet soutient les différents groupes, allant des dirigeants et acteurs locaux, aux éducateurs, journalistes, jeunes et militants de la société civile, dans le développement de stratégies à moyen et à long terme visant la consolidation de la paix, la gestion des crises et la prévention des conflits.

Pour plus d'informations:

Le Projet « La consolidation de la paix au Liban »
Immeuble Arab Bank, 6^e étage, Rue Riad El Solh,
Nejmeh, Beyrouth - Liban

Telephone: 01- 980 583 ou 70-119160



#PeaceBuildinginLebanon

www.lb.undp.org/PBSupplement

Conçu par:

Omar Harkous
Hassan Youssef

Traduit par:

Fady Noun, Scarlett
Haddad, Nada Merhi,
Susanne Baaklini, et
Tilda Abou Rizk

Edition et révision:

Gaby Nasr